



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

L'Ombudsman ouvre une enquête sur les problèmes de transport scolaire à Toronto

L'Ombudsman Paul Dubé [a ouvert sa première enquête systémique sur les conseils scolaires](#) lundi 26 septembre, à propos des récents problèmes de transport scolaire dans le Conseil scolaire de district de Toronto et le Conseil scolaire de district catholique de Toronto.

L'enquête aura pour objectif de déterminer si la surveillance exercée par ces conseils scolaires sur les services de transport des élèves, et leurs réactions aux retards et aux interruptions de services au début de l'année scolaire 2016-2017, étaient adéquates.

« Près de quatre semaines après le début de l'année scolaire, nous continuons de recevoir des plaintes de familles frustrées qui subissent des retards chroniques de services, ou sont contraintes à maintes reprises de se débrouiller pour emmener leurs enfants à l'école quand leurs autobus ne passent pas. »

-Ombudsman Paul Dubé



Ces deux conseils scolaires ont été avisés officiellement de l'enquête. L'équipe d'enquêteurs de l'Ombudsman commencera maintenant à effectuer des entrevues avec des responsables et des témoins, et recueillera tous les renseignements voulus auprès des conseils et de leur consortium de transport. L'enquête sera achevée aussi vite que possible, a ajouté M. Dubé.

Quiconque a des renseignements pertinents sur cette enquête peut [communiquer avec le Bureau de l'Ombudsman en remplissant un formulaire de plainte en ligne](#), en téléphonant (1-800-263-1830) ou en envoyant un courriel (info@ombudsman.on.ca).

Cette enquête fait suite à deux rapports systémiques récents, dans



Septembre 2016

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10^e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



RÉUNIONS À HUIS CLOS

Canton de Leeds et les Mille-Îles

L'Ombudsman a conclu que le Canton

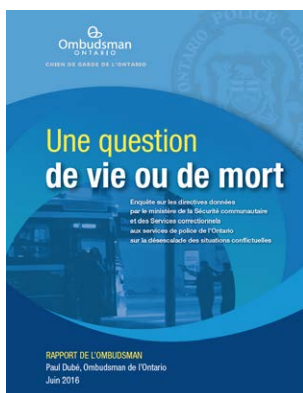
lesquels M. Dubé a présenté un total de **82 recommandations** au gouvernement – toutes ont été acceptées. Son rapport rendu public en juin, intitulé [Une question de vie ou de mort](#), a recommandé que les policiers soient mieux formés à la désescalade des situations de conflits, tandis que son rapport paru en août, intitulé [Dans l'impasse](#), a recommandé des réformes aux services pour les adultes ayant une déficience intellectuelle, en situation de crise.

Cas de conseils scolaires : Plus de 700 durant la première année

Notre Bureau a récemment marqué [le premier anniversaire](#) de sa surveillance sur les 82 conseils et administrations scolaires de la province, qui a commencé le 1^{er} septembre 2015. Nous avons reçu plus de 700 plaintes à propos des conseils scolaires durant la première année. La plupart ont été réglées par un processus préventif ou un aiguillage des dossiers, et aucune enquête officielle n'a été ouverte.

Au 30 septembre, nous avons reçu **859** plaintes à propos des conseils scolaires et nous avons ouvert une enquête – portant sur les problèmes de transport scolaire à Toronto. Les sujets de plaintes vont de l'éducation de l'enfance en difficulté à l'intimidation, en passant par les transports scolaires et le personnel des écoles.

À partager: Formation des policiers à la désescalade



Lors de la conférence annuelle de la [National Association for Civilian Oversight of Law Enforcement](#), à Albuquerque, NM, aux États-Unis, l'Ombudsman Paul Dubé a partagé les leçons tirées de sa récente enquête sur la formation des policiers à la gestion des situations conflictuelles en Ontario. M. Dubé a fait une présentation à un public international sur son rapport paru au mois de juin, intitulé *Une question de vie ou de mort*. Ce rapport a incité la province à s'engager à concevoir un

nouveau modèle de recours à la force et à améliorer la formation des policiers à la désescalade, partout dans la province.

Ce rapport a aussi fait l'objet du commentaire du journaliste Michael Enright lors de l'émission Sunday Edition le 25 septembre : « [Le rapport de l'Ombudsman] est un plaidoyer éloquent en faveur de la responsabilité systémique et individuelle. Son rapport est trop important pour être oublié sur une étagère aux côtés de rapports similaires précédents et d'autres

avait tenu une réunion illégale par courriel pour discuter d'une demande concernant un règlement de zonage. Il a recommandé (pour la troisième fois) que le Conseil cesse de discuter de ses activités par courriel, soulignant que la loi ne permet pas actuellement à un quorum du Conseil de se réunir par des échanges électroniques.

[Lire le rapport](#)

Dans un autre cas à propos d'une réunion tenue à huis clos pour discuter de renseignements privés concernant une personne qui pouvait être identifiée, l'Ombudsman a avisé le Conseil qu'il devrait donner plus d'information dans la résolution adoptée pour se retirer à huis clos.

[Lire la lettre](#)

Ville de Goderich

L'Ombudsman a conclu que le Conseil d'administration des Services de loisirs de la Ville relevait de la définition d'un « conseil local » donnée dans la *Loi sur les municipalités*, et qu'il était donc assujéti aux exigences des réunions publiques.

[Lire le rapport](#)

DANS LES NOUVELLES

L'Ombudsman a accordé une entrevue à Alan Carter, de Focus Ontario, pour discuter des six premiers mois de son mandat, ainsi que des problèmes de transport scolaire à Toronto. Regardez l'entrevue [ici](#), à environ 14 minutes.

M. Dubé a aussi parlé à TVO de son approche en tant qu'Ombudsman, de ses récents rapports d'enquêtes et du nouveau mandat de surveillance de son Bureau sur les municipalités, les universités et les conseils scolaires. [Lire l'entrevue](#)

Voyez comment nous réglons les plaintes sur les universités, dans le journal de l'Université de Toronto, [The Varsity](#).

QUOI DE NEUF?

recommandations de coroners. Il devrait être lu par chaque chef de police, chaque journaliste et chaque juge. Et par chaque policier. » [Écoutez ici.](#) (En anglais uniquement)

Secteur parapublic: Cas récents et liaison

Nous avons reçu plus de **3 500** plaintes sur des municipalités, universités et conseils scolaires depuis que notre mandat s'est étendu à ces secteurs. Depuis le 1^{er} septembre, **859** plaintes nous sont parvenues à propos de conseils scolaires, ainsi que **2 487** plaintes sur des municipalités et **190** sur des universités depuis le 1^{er} janvier. La majorité de ces cas ont été réglés officieusement, généralement en aiguillant les dossiers vers des responsables locaux.

L'Ombudsman, l'Ombudsman adjointe et d'autres membres du personnel de notre Bureau ont rencontré des centaines d'intervenants municipaux lors de récents événements à Niagara Falls, Kingston, Hearst, Oshawa, Minett et Cobourg, afin de les informer du processus que nous suivons pour traiter les dossiers municipaux. L'Ombudsman Paul Dubé a fait des discours à l'[Ontario East Municipal Conference](#) et à l'[Association française des municipalités de l'Ontario](#), lors de sa conférence annuelle, et il a répondu alors aux questions de représentants municipaux venus de partout dans la province. L'Ombudsman adjointe, Barbara Finlay, s'est adressée à plusieurs groupes, dont la [Municipal Finance Officers' Association of Ontario](#).



[Lisez le discours de l'Ombudsman à l'AFMO ici](#)



Quoi de neuf à notre Bureau? Regardez le [tout dernier message de l'Ombudsman](#) sur ses plus récents discours et rapports, et sur les autres activités de notre équipe, notamment à propos d'une réunion avec les stagiaires du [Ontario Legislature Internship Programme](#), pour leur expliquer notre rôle en tant qu'officier indépendant de l'Assemblée législative.



VOUS VOULEZ TRAVAILLER AVEC NOUS?

Nous sommes constamment à la recherche de gens de talent qui aimeraient se joindre à nos équipes des **enquêtes** et des **règlements préventifs**.

Pour en savoir plus sur les règlements préventifs, [cliquez ici](#).

Pour en savoir plus sur les enquêtes, [cliquez ici](#).

Cas récents

Municipalités : Un homme s'est plaint d'avoir reçu une facture d'eau, avec une amende pour retard de paiement, alors que son compte à la compagnie de services publics avait un crédit de 600 \$. Notre personnel a communiqué avec la municipalité et a découvert que l'ancien compte de cet homme avait été fermé et qu'un nouveau compte avait été ouvert, mais que son crédit n'avait pas été transféré. La municipalité a donc transféré les fonds et annulé le solde impayé, ainsi que l'amende pour retard de paiement.

Conseils scolaires : Un père de famille s'est adressé à nous car le directeur de l'école de sa fille lui avait dit que celle-ci ne pouvait plus rester dans son établissement, étant donné que la famille vivait en dehors de la zone desservie. Notre Bureau ayant communiqué avec le directeur d'école et le surintendant, la fille de cet homme a été autorisée à rester dans cette école durant une année de plus. La situation sera réexaminée l'an prochain.

Dans un autre cas, un élève s'est plaint de la qualité de l'enseignement dans son école secondaire et a demandé à être transféré dans un autre établissement. Notre personnel a facilité une réunion entre cet élève, sa mère et le directeur de l'école pour discuter du problème et d'un transfert éventuel dans un autre établissement.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte ici](#).

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire?

[Lisez ceci d'abord](#)

Pour plus d'information au sujet de notre surveillance sur ces nouveaux secteurs – et sur la province – ne manquez pas notre rapport annuel 2015-2016, au début de novembre.



RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 462** fans sur [Facebook](#) et **37 266** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte Twitter en français : [@Ont_OmbudsmanFR](#).

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower
Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).